

06.01.2014 - 09:30 Uhr

L'initiative « contre l'immigration de masse » crée des problèmes sans proposer de solutions

Zürich (ots) -

Des organisations de toutes les branches de l'économie suisse ont exposé conjointement aux médias les raisons de leur rejet de l'initiative de l'UDC « contre l'immigration de masse ». Cette initiative ne résout aucun problème et met en péril une voie bilatérale qui fonctionne. Elle mé-lange des questions concernant le marché du travail, la politique relative aux étrangers ou en matière d'asile, instaure une bureaucratie coûteuse, aggrave la pénurie de main-d'oeuvre et pénalise l'économie suisse. L'Union patronale suisse, l'Union suisse des arts et métiers, scienceindustries, hotelleriesuisse, ICTswitzerland, l'Union Suisse des Paysans, la Convention patronale de l'industrie horlogère suisse, H+ Les hôpitaux de Suisse, TVS Fédération Textile Suisse, l'Association Suisse d'Assurances, Swissmem et economiesuisse étaient réunies pour une conférence de presse conjointe. Les diffé-rentes organisations ont expliqué que la libre circulation des personnes et la voie bilatérale sont indis-pensables pour la Suisse. L'économie suisse et la population profitent largement de la libre circulation des personnes et des accords bilatéraux conclus avec l'Union européenne (UE). L'Europe est le principal partenaire commercial de l'économie suisse. Un emploi sur trois dépend des échanges avec l'UE et, en matière d'exportations, la Suisse gagne un franc sur trois avec l'Europe. Grâce à la libre circulation des personnes, les Suisses peuvent travailler au sein de l'UE et inversement. Cela permet aux entreprises suisses de recruter en Europe la main-d'oeuvre spécialisée dont elles ont besoin quand elles ne la trouvent pas en Suisse. Et cela concerne tous les secteurs, de l'agriculture, la santé, l'industrie, le tourisme, les services aux technologies. La Suisse est prospère, notamment grâce à la libre circulation des personnes. D'après le World Economic Forum, la Suisse est le pays le plus compétitif au monde. Ce succès se reflète dans le taux d'occupation élevé et la croissance du PIB par habitant malgré un contexte de crise économique et financière mondiale. La place économique suisse se démarque par l'innovation. C'est la raison pour laquelle les produits suisses sont demandés dans le monde entier. Pour parvenir à une forte valeur ajoutée, créatrice d'emplois et de prospérité, l'économie doit pouvoir embaucher la main-d'oeuvre spécialisée dont elle a besoin. Comme la Suisse est un petit pays au capital humain restreint, la place économique compte sur les travailleurs européens. La libre circulation des per-sonnes apporte une contribution indispensable. À cet égard, il est important de souligner que l'économie suisse ne fait que compléter ses effectifs. Les travailleurs suisses ne sont pas évincés, ce que confirment d'ailleurs plusieurs études.

Un système de contingents comporte des inconvénients. L'initiative propose d'abandonner une libre circulation des personnes qui fonctionne pour revenir à un système de contingents. Avant l'instauration de la libre circulation des personnes, la Suisse a fait des expériences négatives avec un tel système. Un système de contingents compliqué et piloté par l'État ne garantit pas l'admission des personnes effectivement recherchées sur le marché du travail. Une telle solution entraînera au contraire des coûts administratifs élevés du côté de l'État mais aussi de celui des entreprises en raison de la longueur des procédures et des recours.

Ne pas mettre en jeu les accords bilatéraux. L'UE s'est exprimée plusieurs fois sans détours sur les conséquences d'une résiliation de la libre circulation des personnes. Cette dernière ne laissera pas de marge de manoeuvre pour de nouvelles négociations. Elle entraînera la résiliation de tous les accords bilatéraux conclus avec l'UE. Les enjeux sont multiples. Il y a l'accord sur la recherche, grâce auquel la Suisse peut participer à part entière aux programmes de recherche européens. Il génère des ressources et renforce l'innovation en Suisse. L'accord sur l'agriculture aussi est en danger. Grâce à lui, les exportations de fromage destinées à l'UE ont fortement augmenté ces dernières années, à prix constants. L'accord relatif à la suppression des accords techniques au commerce revêt également une grande importance. Il a dispensé les ex-portateurs suisses de soumettre leurs produits à un contrôle dans chaque pays, ce qui leur permet d'économiser jusqu'à 500 millions de francs par an. Quant à l'accord sur les marchés publics, il per-met aux entreprises suisses de participer à part entière aux appels d'offres publics dans les pays de l'UE, ce qu'elles font avec beaucoup de succès. Ces marchés représentent un volume de commandes total de 1500 milliards de francs par an. L'initiative « contre l'immigration de masse » menace considérablement ces accords ainsi que ceux sur les transports terrestres et le transport aérien.

Non à un jeu dangereux

En conclusion, l'économie suisse estime que les initiants jouent à un jeu très dangereux en prenant le risque d'une suppression de ces accords bilatéraux décisifs alors qu'ils nous sont bénéfiques. Les citoyens suisses se sont exprimés plusieurs fois en faveur de la voie bilatérale. Dans le contexte de la plus grande crise financière et économique mondiale, il est apparu que nous lui devons notre succès. La libre circulation des personnes fait partie de cette voie bilatérale. Il importe donc de refuser l'initiative « contre l'immigration de masse » le 9 février 2014.

Contact:

Vous trouvez les contacts dans le dossier en annex.

Diese Meldung kann unter <https://www.presseportal.ch/fr/pm/100002808/100749337> abgerufen werden.